ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 18 février 1966, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal portant dérogation au statut des agents de l'Etat en ce qui concerne certains membres du personnel laïc des établissements d'observation et d'éducation de l'Etat, dont la direction et la desserte sont confiées à des congrégations religieuses", a donné le 14 mars 1966 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 18e februari 1966 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende afwijking van het statuut van het Rijkspersoneel ten aanzien van sommige leden van het lekenpersoneel van de Rijksobservatie- en Rijksopvoedingsgestichten waarvan de directie en de bediening aan religieuze congregaties zijn opgedragen", heeft de 14e maart 1966 het volgend advies gegeven:

OBSERVATIONS GENERALES.

I.

Aux termes de son article ler, le projet concerne les "agents laïcs adjoints au personnel religieux des établissements d'observation et d'éducation de l'Etat dont la direction et la desserte sont confiées par convention à des congrégations religieuses".

Selon le système que suppose le projet à l'instar de l'arrêté royal du 8 avril 1954, la congrégation religieuse qui se voit concéder, par une convention conclue avec le Ministre de la Justice, la direction et la gestion d'un établissement d'observation et d'éducation de l'Etat, n'est pas assistée par un personnel laïc qui relèverait exclusivement d'elle : elle est au contraire assistée par un personnel laïc relevant de l'Etat. Tout en étant placés sous l'autorité immédiate de la congrégation religieuse, les membres de ce personnel laïc "prestent leurs services à une administration de l'Etat" placée sous la haute autorité du Roi et du Ministre de la Justice. Ils ont donc la qualité d'agent de l'Etat au sens de l'article ler de l'arrêté royal du 2 octobre 1937. C'est ce que le Conseil d'Etat a constaté par son arrêt du 25 juin 1957, VANDECRUYS, n° 5728, en considérant que le statut syndical des agents des services publics établi par l'arrêté royal du 20 juin 1955 est applicable de plein droit aux agents laïcs dont il s'agit .

Certains de ces agents laïcs restent entièrement soumis au statut de droit commun institué pour les agents de l'Etat par l'arrêté royal du 2 octobre 1937 : ce sont les membres du personnel administratif et du personnel de maîtrise ainsi que les gens de métier et de service (article ler in fine du projet). Pour les autres agents

.../...

laïcs, le projet tend, en raison du mode particulier de gestion choisi pour l'établissement (1), à établir un statut qui déroge, pour partie, au droit commun : d'une part, il écarte l'application de certains articles de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 et, d'autre part, il fixe certaines règles spéciales.

II.

Ainsi qu'il a été relevé plus haut, les agents que le projet concerne ont la qualité d'agent de l'Etat. Ils sont donc soumis de plein droit à l'arrêté royal du 2 octobre 1937. Si la nature particulière de leurs emplois requiert des dispositions spéciales, celles-ci doivent, dès lors, être présentées comme des dérogations expresses au statut.

De telles dérogations seront évidemment de stricte interprétation et telle est bien, d'ailleurs, l'intention du Gouvernement. Il en résulte que l'adoption d'une nouvelle réglementation applicable à l'ensemble des agents de l'Etat régirait de plein droit les agents soumis à l'arrêté en projet, sauf dans ses dispositions qui seraient incompatibles avec les dispositions particulières que le projet a pour objet d'établir.

.../...

---

(1) Voir l'arrêt du Conseil d'Etat du 21 juin 1956 en cause de Crèvecoeur et consorts, n° 5225.

Dès lors, au lieu d'énumérer les articles de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 qui sont applicables, il conviendrait plutôt, à l'article 2 du projet, d'indiquer les articles dont l'application est écartée. Ce mode de présentation aurait l'avantage d'être à la fois plus exact et plus simple.

III.

Les grades portés par les agents visés par le projet ne sont pas encore classés en niveaux et en rangs comme l'imposent les articles 3 et 4 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937. Selon les renseignements fournis par le fonctionnaire compétent, ce classement sera effectué par un règlement organique du Ministère de la Justice, actuellement en préparation.

Aux termes de l'article 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 16 mars 1964 modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 et certains autres arrêtés relatifs au statut des agents de l'Etat, aucune nomination ne peut être faite à un grade avant qu'il n'ait été classé. Pour prévenir des difficultés, le Gouvernement pourrait différer l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet jusqu'à celle du règlement organique. Une autre solution, qui aurait l'avantage d'éviter tout retard, consisterait à ajouter au projet un article qui classerait les grades dont il s'agit et qui compléterait à cet effet le tableau annexé à l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat. Un texte est proposé plus loin à cet effet.

.../...

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Préambule.

Conformément à l'article 9, alinéa 2, de l'arrêté royal du 16 mars 1964 invoqué au préambule, l'arrêté en projet doit être proposé et contresigné par le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions. En conséquence, la mention de l'accord de ce Ministre est superflue et devrait être omise.

Article 3.

La proposition du directeur de l'établissement tend à empêcher que puissent être adjoints au personnel religieux, des agents laïcs qui n'ont pas l'agrément de la congrégation à laquelle a été confiée la direction de l'établissement. Ayant un tel but, la proposition lie le Ministre de la Justice en ce sens que celui-ci ne peut pas admettre au stage un candidat qui n'a pas été proposé par le directeur de l'établissement. Sur base de l'article 3 de l'arrêté royal du 8 avril 1954, le Conseil d'Etat a décidé qu'il s'agit là d'un "droit de présentation reconnu au directeur de l'établissement", qui "est en rapport avec les responsabilités incombant à ce directeur eu égard au mode de gestion des établissements en cause" (arrêt déjà cité du 21 juin 1956, n° 5225).

En revanche, pour éviter que soit transféré du Ministre de la Justice au directeur de l'établissement, le pouvoir de décision en son entier, il y a lieu d'admettre que le Ministre de la Justice peut, si la proposition du directeur de l'établissement n'obtient pas son agrément, réclamer une nouvelle proposition.

.../...

Article 4.

L'article 4, § 2, du projet oblige l'autorité compétente à motiver la décision par laquelle elle prolonge d'un tiers de sa durée normale le stage d'un candidat. En revanche, l'article 4, § 1er, n'impose pas la motivation de la décision, beaucoup plus grave, par laquelle cette autorité licencie un stagiaire qui ne satisfait pas aux exigences du service. Pour mieux assurer la cohérence du projet et compléter les garanties accordées aux stagiaires, il se recommande de prescrire la motivation des décisions de licenciement.

Article 8.

L'article 8 du projet attribue au directeur de l'établissement le pouvoir de faire des propositions préalablement aux promotions.

Comme le Conseil d'Etat l'a déclaré à plusieurs reprises, un pouvoir de proposition ou un pouvoir d'avis ne se concilie pas avec l'établissement de règles impératives qui lient entièrement le pouvoir de nomination. Or, depuis l'arrêté royal du 16 mars 1964, la promotion à de nombreux grades est soumise exclusivement à des critères objectifs : le pouvoir de l'autorité compétente est complètement lié. Tel était un des objectifs de la réforme entreprise (Instruction générale du 31 juillet 1964, publiée au Moniteur belge du 10 novembre 1964, page 11.774). L'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964, fixe, en ses articles 30 à 34, par des règles impératives, l'ordre dans lequel les promotions sont accordées. L'article 8 du projet implique que ces règles ne sont pas applicables aux agents qu'il concerne. Cet article devrait être complété en conséquence.

\+

\+ \+

.../...

Compte tenu des observations qui précèdent et de quelques modifications de forme qui n'appellent aucun commentaire, le texte suivant est proposé pour le projet :

ARRETE ROYAL RELATIF AU PERSONNEL LAIC DES ETABLISSEMENTS D'OBSERVATION ET D'EDUCATION DE L'ETAT, DONT LA DIRECTION ET LA DESSERTE SONT CONFIEES A DES CONGREGATIONS RELIGIEUSES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947, notamment l'article 5, alinéa 2;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964;

Vu l'arrêté royal du 16 mars 1964 modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 et certains autres arrêtés relatifs au statut des agents de l'Etat, notamment les articles 2 et 9, alinéa 2;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat;

.../...

Considérant qu'il y a lieu... (comme au projet)... ;

Considérant que les emplois ... (comme au projet)...

Vu l'avis du Comité général de consultation syndicale;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre ... (1) et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil ;

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er (article 1er, partim du projet).

Le présent arrêté s'applique aux agents laïcs adjoints au personnel religieux des établissements d'observation et d'éducation de l'Etat, dont la direction et la desserte sont confiées par convention à des congrégations religieuses.

Article 2 (article 1er, partim et article 2 du projet).

§ 1er. Le personnel administratif, le personnel de maîtrise et les gens de métier et de service sont soumis à toutes les dispositions de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964.

.../...

(1) Titre du Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions.

§ 2. Par dérogation audit statut, ne sont pas applicables aux autres agents, les dispositions ci-après de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 :

a) la partie III "Du recrutement", à l'exception des dispositions relatives aux conditions d'admissibilité énoncées aux articles 16, 16bis, 17, 1°, ainsi que des articles 27, 27bis, alinéa 1er, 27ter, 27quater et 31, § 1er, alinéa 3, qui restent d'application;

b) l'article 78 de la partie X "Régime disciplinaire".

Article 3 (article 3 et article 4, § 2, du projet).

Le Ministre de la Justice peut, sur proposition du directeur de l'établissement, admettre au stage les candidats qui satisfont aux conditions d'admissibilité.

La durée du stage est celle qui est fixée par les articles 28 et 33 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937.

Toutefois, le stage peut être prolongé d'un tiers de sa durée normale lorsque des circonstances exceptionnelles justifient une telle prolongation. L'autorité qui exerce le pouvoir de nomination se prononce, par décision motivée, sur proposition du directeur de l'établissement.

Article 4 (article 4, § 3, alinéa 1er, et § 1er, du projet).

§ 1er. Chaque mois, chacun des stagiaires fait l'objet d'un rapport du directeur de l'établissement. Ce rapport est communiqué au stagiaire qu'il concerne et joint à son dossier personnel.

.../...

§ 2. L'autorité qui exerce le pouvoir de nomination peut, sur proposition du directeur de l'établissement, licencier par décision motivée le stagiaire qui ne satisfait pas aux exigences du service.

Article 5 (article 4, § 3, alinéa 2,et article 5 du projet).

A l'expiration de la période de stage, le directeur de l'établissement établit pour chaque stagiaire un rapport final qui propose, soit la nomination de l'intéressé à titre définitif, soit son licenciement.

Les stagiaires qui font l'objet d'un rapport final favorable sont nommés au grade pour lequel ils se sont portés candidats. La nomination est faite, selon le niveau de ce grade, soit par Nous, soit par le Ministre de la Justice.

Les autres stagiaires sont licenciés par le Ministre de la Justice.

Article 6 (article 6 du projet).

Les agents visés à l'article 2, § 2, sont affectés exclusivement aux emplois d'un établissement dont la direction et la desserte ont été confiées à une congrégation religieuse. Ils ne peuvent être transférés à d'autres emplois des administrations de l'Etat.

Article 7 (article 7 du projet).

Les peines disciplinaires énumérées à l'article 77, 1°, 2° et 3°, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 sont prononcées par le directeur de l'établissement.

.../...

Les autres peines sont proposées par lui et prononcées par l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination.

Article 8 (article 8 du projet).

Par dérogation à l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964, les promotions sont attribuées sur la proposition du directeur de l'établissement par l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination.

Article 9 (article 9 du projet).

Les emplois prévus pour les agents visés à l'article 2, § 2, sont exclus des droits de préférence accordés par la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947.

DISPOSITIONS MODIFICATIVES ET DISPOSITIONS FINALES.

Article 10 (article complétant le tableau des grades annexé à l'arrêté royal du 20 juillet 1964 : voir observation générale III).

Au tableau annexé à l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat, sont apportées les modifications suivantes :

.../...

A. Sous l'intitulé I "Classement par ordre alphabétique des dénominations en langue française - Alfabetische rangschikking van de Franse benamingen", les rangs 22 et 23 sont complétés comme suit :

1° au rang 22 :

a) le grade de "maîtresse d'enseignement professionnel" -"vakmeesteres" est ajouté après le grade de "laborantine" - "laborante";

b) le grade de "professeur (Justice)" - "leraar (Justitie)" est ajouté après le grade de "premier greffier" - "eerste griffier";

2° au rang 23 :

le grade de "chef de section (Justice)" - "Sectiechef (Justitie)" est ajouté après le grade de "chef photographe" - "chef-fotograaf". (1).

B. Sous l'intitulé I "Alfabetische rangschikking van de Nederlandse benamingen - Classement par ordre alphabétique des dénominations en langue néerlandaise", les rangs 22 et 23 sont complétés comme suit :

1° au rang 22 :

a) le grade de "leraar (Justitie)" - "professeur (Justice)" est ajouté après celui de "landschapschilder" - "paysagiste";

b) le grade de "vakmeesteres" - "maîtresse d'enseignement professionnel" est ajouté après celui de "sociaal controleur" - "contrôleur social";

.../...

(1) Etant donné que le grade de "chef de section adjoint" existe déjà dans le tableau, il ne paraît pas nécessaire de l'y mentionner une seconde fois, la compréhension du termeétant générale.

2° au rang 23 :

le grade de "sectiechef (Justitie)" - "chef de section (Justice)" est ajouté après le grade de "Rekenplichtige der vereffeningen" - "comptable des liquidations" (1).

Article 11 (article 11 du projet).

Est abrogé l'arrêté royal du 8 avril 1954 portant dérogation au statut des agents de l'Etat en ce qui concerne certains membres du personnel laïc des établissements d'observation et d'éducation de l'Etat dont la direction et la desserte sont confiées à des congrégations religieuses.

Article 12 (article 10 du projet).

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Article 13 (article 12 du projet).

Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

Le Ministre ... (2).

---

(1) Etant donné que le grade de "chef de section adjoint" existe déjà dans le tableau, il ne paraît pas nécessaire de l'y mentionner une seconde fois, la compréhension du terme étant générale.

(2) qui a la fonction publique dans ses attributions.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I.

Luidens artikel 1 doelt het ontwerp op "het lekepersoneel dat is toegevoegd aan het geestelijk personeel van de Rijksobservatie- en Rijksopvoedingsgestichten waarvan de directie en de bediening bij overeenkomst aan religieuze congregaties zijn opgedragen".

In de regeling waarvan het ontwerp uitgaat naar het voorbeeld van het koninklijk besluit van 8 april 1954, wordt de religieuze congregatie aan wie ingevolge een overeenkomst met de Minister van Justitie de leiding en het beheer van een Rijksobservatie- en opvoedingsgesticht zijn opgedragen, niet bijgestaan door lekenpersoneel dat uitsluitend onder haar ressorteert, maar wél door lekenpersoneel dat afhangt van de Staat. De leden van dat lekenpersoneel mogen nu rechtstreeks onder het gezag van de congregatie staan, zij "verlenen hun diensten aan een Rijksbestuur" dat onder het hoge gezag van de Koning en de Minister van Justitie is geplaatst. Zij zijn dus Rijksambtenaar in de zin van artikel 1 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937. De Raad van State heeft dat vastgesteld in het arrest VANDECRUYS, nr 5728,van 25 juni 1957, onder overweging dat het bij koninklijk besluit van 20 juni 1955 uitgevaardigde vakverenigingsstatuut van het personeel van de openbare diensten van rechtswege toepassing vindt op het hier bedoelde lekenpersoneel.

.../...

Sommige leden van dat personeel, met name de leden van het administratief en die van het meesters-, het vak- en het dienstpersoneel (artikel 1, in fine, van het ontwerp), blijven geheel onderworpen aan het gemeenrechtelijk statuut dat het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 voor de Rijksambtenaren heeft vastgesteld. Voor de anderen bedoelt het ontwerp, gelet op de bijzondere beheersvorm die voor het gesticht is aangenomen (1), een statuut vast te stellen dat ten dele van het gemeenrecht afwijkt : enerzijds verklaart het bepaalde artikelen van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 terzake niet toepasselijk, anderzijds vaardigt het een aantal bijzondere voorschriften uit .

II.

De in het ontwerp bedoelde personeelsleden zijn, zoals hierboven is opgemerkt, Rijksambtenaar. Zij zijn dus van rechtswege onderworpen aan het koninklijk besluit van 2 oktober 1937. Als er wegens de bijzondere aard van hun ambt speciale bepalingen nodig zijn, moeten die dan ook als uitdrukkelijke afwijkingen van het statuut worden ingekleed.

Zulke afwijkingen moeten uiteraard eng worden geïnterpreteerd, en zo trouwens verstaat het ook de Regering. Als er dus een nieuwe, voor het gehele Rijkspersoneel geldende regeling komt, zal die van rechtswege toepassing vinden op het personeel dat onder het ontwerp-besluit valt, met uitzondering van die bepalingen welke met de bijzondere, in het ontwerp vast te stellen voorschriften onbestaanbaar mochten zijn.

.../...

(1) Zie het arrest van de Raad van State van 21 juni 1956, in zake CREVECOEUR en consoorten, nr 5225.

Liever dan de artikelen van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 op te sommen die hier toepassing vinden, geve men in artikel 2 van het ontwerp dus aan welke artikelen ter zake niet toepasselijk zijn. Dat ware tegelijk juister en eenvoudiger.

III.

De graden waarmee de in het ontwerp bedoelde ambtenaren bekleed zijn, werden nog niet ingedeeld in niveau's en rangen als voorgeschreven in de artikelen 3 en 4 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937. Naar hetgeen de bevoegde ambtenaar heeft verklaard, zal dat gebeuren in een organiek reglement van het Ministerie van Justitie, waaraan thans wordt gewerkt.

Luidens artikel 2, tweede lid, van het koninklijk besluit van 16 maart 1964 tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 en van sommige andere besluiten betreffende het statuut van het Rijkspersoneel, kan niet worden benoemd in een graad die niet vooraf is ingedeeld. Om moeilijkheden uit de weg te gaan, zou de Regering de inwerkingtreding van het ontwerp-besluit kunnen uitstellen totdat het organiek reglement van kracht wordt. Er is nog een andere oplossing, waarmee generlei uitstel zou gemoeid zijn : aan het ontwerp een artikel toevoegen dat bedoelde graden indeelt en de tabel van het koninklijk besluit van 20 juni 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn, daartoe aanvult. Verderop wordt een tekst in dier voege voorgesteld.

.../...

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Aanhef.

Overeenkomstig artikel 9, tweede lid, van het koninklijk besluit van 16 maart 1964, waarnaar de aanhef verwijst, moet het ontwerp-besluit voorgedragen en mede-ondertekend worden door de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort. Het akkoord van die Minister hoeft dus niet te worden vermeld.

Artikel 3.

Met de voordracht van de directeur van het gesticht wil men verhinderen, dat aan het geestelijk personeel lekenpersoneel wordt toegevoegd dat niet de instemming heeft van de congregatie aan wie de leiding van het gesticht is opgedragen. Een voordracht met zodanige strekking is bindend voor de Minister van Justitie, in die zin dat hij geen gegadigde tot de stage kan toelaten die niet door de directeur van het gesticht is voorgedragen. Op grond van artikel 3 van het koninklijk besluit van 8 april 1954 heeft de Raad van State beschikt, dat het hier gaat om een "aan de directeur van het gesticht verleend recht van voordracht dat verband houdt met de hem toekomende verantwoordelijkheid gelet op de wijze van beheer van de betrokken instellingen" (het reeds aangehaalde arrest van 21 juni 1956, nr 5225).

Opdat de beslissingsbevoegdheid niet geheel van de Minister van Justitie op de directeur van het gesticht overgaat, moet hier echter worden aangenomen, dat de Minister van Justitie, als hij met de voordracht van de directeur van het gesticht niet instemt, een nieuwe voordracht kan vragen.

.../...

Artikel 4.

Artikel 4, § 2, van het ontwerp zegt,dat de bevoegde overheid, als zij de stage van een gegadigde met de helft van de normale duur verlengt, haar beslissing met redenen moet omkleden. Voor de, toch veel gewichtiger beslissing waarbij zij overgaat tot afdanking van een stagiair, die niet aan de vereisten van de dienst voldoet, is in artikel 4, § 1, daarentegen geen motivering voorgeschreven. Om meer samenhang te brengen in het ontwerp en ter aanvulling van de aan de stagiairs verleende waarborgen, ware voor te schrijven , dat ook beslissingen tot afdanking met redenen moeten worden omkleed.

Artikel 8.

Artikel 8 van het ontwerp verleent aan de directeur van het gesticht de bevoegdheid, voordrachten te doen met het oog op bevorderingen.

Voordracht- of adviesbevoegdheid gaat, zoals de Raad van State reeds meermalen heeft gezegd, niet samen met het stellen van dwingende regelen die de bevoegdheid tot benoemen geheel binden. Sedert het koninklijk besluit van 16 maart 1964 nu, geschiedt de bevordering, voor vele graden, uitsluitend naar objectieve maatstaven : de bevoegdheid die de overheid ter zake bezit, is een geheel gebonden bevoegdheid. Dat was een van de oogmerken van de ondernomen hervorming (Algemene Onderrichting van 31 juli 1964, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 10 november 1964, blz. 11.774). Het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij koninklijk besluit van 16 maart 1964, geeft in de artikelen 30 tot 34, bij wege van dwingende voorschriften, aan in welke volgorde de bevorderingen worden verleend. Artikel 8 van het ontwerp brengt mee, dat die voorschriften niet gelden voor het personeel waarop het betrekking heeft. Dat artikel ware dienovereenkomstig aan te vullen.

+
+ +

.../...

Met inachtneming van bovenstaande opmerkingen en een aantal vormwijzigingen die geen commentaar behoeven, wordt voor het ontwerp de volgende tekst in overweging gegeven :

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE HET LEKENPERSONEEL VAN DE RIJKSOBSERVATIE- EN OPVOEDINGSGESTICHTEN WAARVAN DE LEIDING EN DE BEDIENING AAN RELIGIEUZE CONGREGATIES ZIJN OPGEDRAGEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947, inzonderheid op artikel 5, tweede lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 maart 1964 tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 en van sommige andere besluiten betreffende het statuut van het Rijkspersoneel, inzonderheid op de artikelen 2 en 9, tweede lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn;

.../...

Overwegende dat ... (zoals in het ontwerp) ...;

Overwegende dat voor de betrekkingen ... (zoals in het ontwerp) ...;

Gelet op het advies van de algemene syndicale raad van advies;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en van Onze Minister ...(1) en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1 (artikel 1, partim, van het ontwerp).-

Dit besluit is van toepassing op het lekenpersoneel dat is toegevoegd aan het geestelijk personeel van de Rijksobservatie- en opvoedingsgestichten waarvan de leiding en de bediening bij overeenkomst aan religieuze congregaties zijn opgedragen.

Artikel 2 (artikel 1 partim,en artikel 2 van het ontwerp).-

§ 1. Het administratief personeel, het meesters-, vak- en dienstpersoneel zijn onderworpen aan alle bepalingen van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij koninklijk besluit van 16 maart 1964.

.../...

(1) Titel van de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort.

§ 2. In afwijking van dat statuut zijn op de overige leden van het personeel niet van toepassing de hierna genoemde bepalingen van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 :

a) het deel III "Werving", met uitzondering van de bepalingen betreffende de toelatingseisen neergelegd in de artikelen 16, 16bis, 17, 1°, en van de artikelen 27, 27bis, eerste lid, 27ter, 27quater en 31, § 1, derde lid, die van toepassing blijven;

b) artikel 78 van het deel X "Tuchtregeling".

Artikel 3 (artikel 3 en artikel 4, § 2, van het ontwerp).-

De Minister van Justitie kan de gegadigden die aan de toelatingseisen voldoen, op de voordracht van de directeur van het gesticht tot de stage toelaten.

De stage heeft dezelfde duur als bepaald in de artikelen 28 en 33 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937.

Deze stage kan evenwel met een derde van haar normale duur worden verlengd wanneer uitzonderingsomstandigheden dit wettigen. De benoemende overheid doet op voorstel van de directeur van het gesticht uitspraak bij een met redenen omklede beslissing.

.../...

Artikel 4 (artikel 4, § 3, eerste lid, en § 1, van het ontwerp).-

§ 1. Om de maand maakt de directeur van het gesticht een rapport op, over iedere stagiair. Dit rapport wordt aan de betrokken stagiair medegedeeld en in zijn persoonlijk dossier opgenomen.

§ 2. De benoemende overheid kan de stagiair die niet voldoet aan de vereisten van de dienst, op voorstel van de directeur van het gesticht, afdanken bij een met redenen omklede beslissing.

Artikel 5 (artikel 4, § 3, tweede lid, en artikel 5 van het ontwerp).-

Op het einde van de stage maakt de directeur van het gesticht voor iedere stagiair een eindrapport op dat ofwel benoeming in vast verband, ofwel afdanking voorstelt.

De stagiairs over wie een gunstig eindrapport is opgemaakt, worden benoemd in de graad waarvoor zij zich kandidaat hebben gesteld. De benoeming geschiedt, al naar het niveau van die graad, hetzij door Ons hetzij door de Minister van Justitie.

De andere stagiairs worden door de Minister van Justitie afgedankt.

Artikel 6 (artikel 6 van het ontwerp).-

De in artikel 2, § 2, bedoelde ambtenaren worden uitsluitend aangewezen voor betrekkingen in een gesticht.

.../...

waarvan de leiding en de bediening aan een religieuze congregatie zijn opgedragen. Zij kunnen niet in andere betrekkingen van de Rijksbesturen worden overgeplaatst.

Artikel 7 (artikel 7 van het ontwerp).-

De tuchtstraffen genoemd in artikel 77, 1°, 2° en 3°, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 worden uitgesproken door de directeur van het gesticht.

De andere straffen worden door hem voorgesteld en door de benoemende overheid uitgesproken.

Artikel 8 (artikel 8 van het ontwerp).-

In afwijking van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij koninklijk besluit van 16 maart 1964, worden de bevorderingen, op de voordracht van de directeur van het gesticht, verleend door de benoemende overheid.

Artikel 9 (artikel 9 van het ontwerp).-

De betrekkingen bepaald voor de in artikel 2, § 2, bedoelde ambtenaren zijn uitgesloten van de voorkeurrechten verleend door de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947.

.../...

WIJZIGINGS- EN SLOTBEPALINGEN.

Artikel 10 (aanvulling van de tabel der graden gevoegd bij het koninklijk besluit van 20 juli 1964 : zie algemene opmerking III).-

In de tabel gevoegd bij het koninklijk besluit van 20 juni 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A. Onder het opschrift I "Classement par ordre alphabétique des dénominations en langue française - Alfabetische rangschikking van de Franse benamingen" worden de rangen 22 en 23 aangevuld als volgt :

1° in de rang 22 :

a) wordt de graad "maîtresse d'enseignement professionnel" - "vakmeesteres" ingevoegd na de graad "laborantine" - "laborante";

b) wordt de graad "professeur (Justice)" - "leraar (Justitie)" ingevoegd na de graad "premier greffier" - "eerste griffier";

2° in de rang 23 :

wordt de graad "chef de section (Justice)" - "sectiechef (Justitie)" ingevoegd na de graad "chef fotographe" - "chef-fotograaf" (1).

.../...

(1) De graad "chef de section adjoint" - "adjunct-sectiechef" komt reeds voor op de tabel. Het lijkt dan ook niet nodig hem nog eens te vermelden : hij moet immers in algemene zin worden verstaan.

B. Onder het opschrift I "Alfabetische rangschikking van de Nederlandse benamingen" - "Classement par ordre alphabétique des dénominations en langue néerlandaise" worden de rangen 22 en 23 als volgt aangevuld :

1° in de rang 22 :

a) wordt de graad "leraar (Justitie)" - "professeur (Justice)" ingevoegd na de graad "landschapschilder" - "paysagiste";

b) wordt de graad "vakmeesteres" - "maîtresse d'enseignement professionnel" ingevoegd na de graad "sociaal controleur" - "contrôleur social";

2° in de rang 23 :

wordt de graad "sectiechef (Justitie)" - "chef de section (Justice)" ingevoegd na de graad "rekenplichtige der vereffeningen" - "comptable des liquidations" (1).

Artikel 11 (artikel 11 van het ontwerp).-

Opgeheven wordt het koninklijk besluit van 8 april 1954 houdende afwijking van het statuut van het Rijkspersoneel ten aanzien van sommige leden van het lekenpersoneel van de Rijksobservatie- en opvoedingsgestichten waarvan de directie en de bediening aan religieuze congregaties zijn toevertrouwd.

.../...

(1) De graad "chef de section adjoint" - "adjunct-sectiechef" komt reeds voor op de tabel. Het lijkt dan ook niet nodig hem nog eens te vermelden : hij moet immers in algemene zin worden verstaan.

Artikel 12 (artikel 10 van het ontwerp).-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Artikel 13 (artikel 12 van het ontwerp).-

Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Justitie,

De Minister ...(1)

---

(1) tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort.

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : de Heren :	G. HOLOYE,	conseiller d'Etat, staatsraad,	président, voorzitter,
	G. VAN BUNNEN, J. MASQUELIN,	conseillers d'Etat, staatsraden,	
	P. DE VISSCHER, J. DE MEYER,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G. DE LEUZE,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M.Ch. HUBERLANT, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.Ch.HUBERLANT, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. HOLOYE.